

MAIRIE DE SAINT-JUST D'ARDECHE (07700)

CONSEIL MUNICIPAL

MENTION DE LA CONVOCATION AU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Convocation du 20 novembre 2020.

La convocation a été adressée individuellement à chaque membre du Conseil Municipal pour la réunion qui aura lieu le mercredi 24 novembre 2020, à 18 heures.

Le Maire,
Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE

PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 24 NOVEMBRE 2020

Nombre de Conseillers :	L'an deux vingt,
En exercice: 19	le 30 septembre à 18 heures,
Présents : 18	le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-JUST D'ARDECHE,
Votants : 19	dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Mairie,
	sous la présidence de Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE.

PRESENTS : Brigitte PUJUGUET-GUIGUE, Maire, Isabelle ROSIN, José ORENES LERMA, Michèle PETITJEAN, Cédric FEO, Marlène ALVES, Thierry COMBRET, Bruno ODEYER. Agustín LLORENS, Jean-François BABIN, Fatima RAHJI, Emmanuelle HARDIN, Séverine LACROIX, Lucie HUTTIER, Paul GUIGUE, Jérôme PRADIER LAGET, Céline FOREST, Mickaël ROBERT.

Absent ou excusé : Dominique BOESSO donne procuration à Jérôme PRADIER LAGET.

Les conseillers présents, représentant la majorité des membres en exercice, ont procédé, conformément à l'article L 2121-15 du CGCT, à la désignation de **Séverine LACROIX** en qualité de secrétaire de séance.

En outre, il a été décidé d'adjoindre à ce secrétaire, en qualité d'auxiliaire pris en dehors du Conseil, Véronique BRUNEAU, Secrétaire de mairie, qui assistera à la séance, mais sans participer à la délibération.

Il est donné lecture des délibérations prises lors de la séance du 30 septembre 2020.
Le procès-verbal de la séance du 30 septembre 2020 est adopté.



1-Objet : Mesures de redressement des finances de la commune.

Madame Le Maire expose au conseil les points suivants :

Mme CAPEL DUNN, secrétaire générale de la préfecture et sous-préfète accompagnée de M PINOLI inspecteur des finances et trésorier municipal sont venus en mairie alerter sur la situation financière de la commune en dégradation depuis 2015. La commune est placée en réseau d'alerte par la direction des finances. La situation est critique : plus aucun autofinancement n'est dégagé depuis 3 ans, une dette de 527.000€ reste à payer pour la maison des associations sans financement à prévoir et compte tenu de cette dette la trésorerie réelle est négative de 190.000€

Des mesures doivent être prises pour redresser les finances de la commune et pour retrouver une capacité de financement.

Madame Le Maire propose le train de mesures annexé à la présente délibération. Ce plan sera suivi et détaillé au fur et à mesure de sa réalisation, il pourra être amendé par de nouvelles mesures apparues comme pertinentes. Les mesures correctives qui feront l'objet de délibération dans ce cadre seront ciblées et l'impact de leur mise en œuvre évalué régulièrement.

(Madame Fatima RAHJI entre dans la salle à 18h10.)

Après en avoir débattu, le Conseil Municipal décide que cette présente délibération n'amène aucun vote.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

2-Objet : Règlement du Conseil Municipal.

Le Maire expose que conformément à l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'assemblée délibérante établit son règlement intérieur dans les six mois de son installation.

Madame le Maire présente au Conseil Municipal les principales dispositions contenues dans le projet du règlement préalablement transmis à chaque conseiller municipal.

Ce règlement, annexé, fixe notamment les règles de fonctionnement du Conseil municipal

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

-D'ADOPTER le règlement intérieur annexé à la présente.

Vote :

Pour : 19	Abstention :	Contre :
-----------	--------------	----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

3-Objet : Mandat donné à l'architecte pour la conformité de la Mairie.
--

Madame Le Maire expose au Conseil Municipal qu'il s'est avéré que le bâtiment actuel de la mairie n'a pas fait l'objet d'une autorisation d'ouverture en bonne et due forme.

Elle explique qu'un permis de construire a été délivré à la commune le 12 janvier 2012. Celui-ci comportait deux phases, la première concernait la construction d'une maison communale et la seconde celle d'une maison des associations.

La première phase a été achevée le 15 octobre 2014. Suite aux élections de 2014 la nouvelle municipalité n'a pas souhaité poursuivre la phase 2 de ce projet.

Un autre permis de construire a été déposé pour un nouveau projet de construction d'une maison des associations sans procéder à la clôture administrative du projet initial.

Au vu de cet élément, la commission de sécurité qui s'est réunie le 11 juin 2020 pour régulariser la réception du bâtiment de la maison des associations a émis un avis défavorable à l'ouverture au public du bâtiment de la mairie.

Pour régulariser cette erreur administrative et lever l'avis défavorable, la commune doit déposer un dossier d'autorisation de travaux auprès du SDIS pour lequel l'assistance d'un architecte est requise

Deux architectes ont été consultés et deux devis ont été réalisés :

1- Architecte Dalby concepteur du deuxième projet pour un montant de : 6 300 € (maitre d'œuvre) + 2 600 € (contrôle technique) = **8 900 €**

2- Architecte DPLG - Pascal OLIGIERI concepteur du projet initial = **3 000 €**

Le SDEA accepte de poursuivre gratuitement son accompagnement dans la maîtrise d'ouvrage déléguée pour cette dernière phase. De plus, il a consenti à un geste envers la municipalité en acceptant de diminuer par avenant à venir le montant de sa commission de -3.000€.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de :

- RETENIR le devis de Monsieur P.OLIGIERI concepteur du projet initial.
- AUTORISE Mme Le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette délibération.

Vote :

Pour : 19	Abstention :	Contre :
-----------	--------------	----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

4-Objet : Avenant à la convention d'occupation du Domaine Public de la commune avec la société TDF.

Lors de la délibération du 12 février 2014, la commune délibérait pour une convention d'occupation du domaine privé de la commune avec la société TDF.

A ce jour il est nécessaire de la renouveler car elle arrive à terme.

De ce fait, Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'elle a été sollicitée par la société TDF pour la signature d'un avenant à la convention pour le relais sur le mât au stade municipal. L'occupation totale pour héberger ses services reste inchangée (40 m²) sur la parcelle B 1131 au lieu-dit Larignier.

Avec ce nouvel avenant, TDF propose à la commune un loyer de 4000€ (3000 lors de la précédente convention) et la même révision que le bail initial.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité:

-d'ACCEPTER l'avenant à la convention,

-de l'AUTORISER à signer cet avenant ainsi que tous les documents nécessaires à la gestion de ce dossier.

Vote :

Pour : 19	Abstention :	Contre :
-----------	--------------	----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

0-Objet : Mandat donné à l'architecte pour le lancement de la procédure de mise en conformité du local de l'ancienne bibliothèque.

- Délibération retirée

5-Objet : Travaux cimetière

Par délibération du 30 septembre, le conseil municipal a approuvé la nécessité d'entreprendre des travaux au cimetière et en particulier de procéder à la réfection

complète des allées. Le devis de l'entreprise SAS Ramière a été retenu pour un montant de 7290.75€HT

Il apparait que l'extraction de grosses souches d'arbre, nécessaire pour le bon résultat final et non chiffré au devis initial nécessite de le réviser, le nouveau montant s'élevant à 7790.75€HT.

Il apparait également que ces travaux peuvent faire l'objet d'une aide au titre de la DETR ainsi que du « Pass Territoire » du Conseil Départemental.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide à l'unanimité de :

- VALIDE le nouveau devis,
- AUTORISE Mme Le Maire à déposer une demande de subvention au titre de la DETR et « Pass territoire » auprès du Département.

Vote :

Pour : 19	Abstention :	Contre :
-----------	--------------	----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

6-Objet : Signature du mandat d'exclusivité pour la vente de l'ancienne agence postal.

Madame Le Maire expose au Conseil Municipal qu'au vue du plan de redressement des finances de la commune (point à l'ordre du jour n°1), le produit de la vente de l'ancienne agence postale est plus que jamais nécessaire pour équilibrer le budget. Il convient de relancer la procédure de vente en utilisant le moyen le plus efficace. Madame le Maire propose de donner un mandat d'exclusivité pour une durée de trois mois à l'agence ORPI.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- DE DONNER mandat de vente, avec exclusivité, à l'agence immobilière ORPI.
- AUTORISE Madame le Maire à signer ledit mandat de vente.

Vote :

Pour : 19	Abstention :0	Contre :0
-----------	---------------	-----------

Remarque :

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

7-Objet : Charte éthique des élus.

Madame Le Maire donne lecture de l'exposé suivant :

La charte de l' élu local consacrée par la loi dispose que les élus locaux exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques qu'elle précise. Elle a été approuvée par délibération du conseil municipal le 4 juillet 2020

Par cette « charte d'engagement éthique des élus », annexée à la délibération, les élus de Saint Just d'Ardèche souhaitent s'engager au-delà dans une démarche de démocratie renouvelée fondée sur des valeurs d'exemplarité, de probité, de transparence.

Madame Le Maire demande au Conseil Municipal de prendre connaissance de la charte éthique de l' élu. Chaque membre du conseil municipal sera invité à la signer nominativement, elle sera publiée sur le site internet de la mairie.

Madame Le Maire informe le Conseil Municipal qu'un groupe de travail sera constitué par Madame Isabelle ROSIN Adjointe afin d'approfondir le sujet, d'adapter cette charte au contexte de notre village et d'en préciser le contenu.

Le conseil municipal, Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 1111-1-1,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- APPROUVE la charte éthique de l' élu.
- S'ENGAGE à la signer nominativement

Vote :

Pour : 18	Abstention : 1	Contre :
-----------	----------------	----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

DIVERS :

- 1- Une question a été adressée par Monsieur LLORENS avant le Conseil Municipal sur l'opportunité d'un feu intelligent au vu de la législation en vigueur et notamment des dernières jurisprudences :

Réponse de Madame PUJUGUET : d'une part, au vu de son coût élevé, la réfection du feu est reportée, la réparation effectuée a permis qu'il fonctionne, d'autre part la transformation en « feu intelligent » est toujours à l'étude ».

La collectivité est également dans l'attente de précisions et d'évolutions éventuelles sur la législation en la matière.

- 2- Une minute de silence est proposée par Madame Céline FOREST, en hommage à Monsieur Jacques MEUNIER correspondant de presse sur Saint Just d'Ardèche.

Madame Le Maire demande à l'ensemble de conseil municipal de bien effectuer une minute de silence en mémoire de Jacques Meunier.